



Le Yémen à l'épreuve de la guerre antiterroriste

PÉNINSULE ARABIQUE
Le conflit meurtrier dans le nord du pays illustre les contradictions d'un régime pris entre les exigences de la « lutte globale contre le terrorisme » décrétée par les États-Unis et celles de sa survie politique.

Quinze personnes ont été tuées dans le bombardement avant-hier par l'armée yéménite, par erreur, d'une station-service à Souq al-Laïl près de Saada, théâtre d'une rébellion de la minorité zaidite.

De notre envoyée spéciale à Sanaa

C'EST un nouvel épisode d'une guerre qui, en moins de trois ans, aurait fait des milliers de morts. Depuis janvier, les troupes gouvernementales de Sanaa ont pris d'assaut des montagnes du nord du pays, qui abritent les partisans du chef zaidite * al-Houthi, dans la région de Saada, près de la frontière avec l'Arabie saoudite. Les médias locaux, tenus à distance, rendent compte de combats d'une rare violence : raids aériens, mines anti-personnel et tirs de mortiers n'épargnent pas les civils. Ceux, par centaines, qui n'ont pas pu échapper aux zones de combats manquent de nourriture et de médicaments. Les autres s'entassent dans des camps. Des villages sont bombardés, et les organisations humanitaires exclues de ce conflit qui se joue à huis clos.

De source gouvernementale, le bilan des tués depuis janvier serait de 315 rebelles et 157 militaires.

Des chiffres invérifiables. Des soldats affirmaient récemment avoir dénombré les corps de 400 hommes, femmes, et enfants jonchant les rues. En face, la résistance des partisans d'al-Houthi est farouche, évoluant d'une bataille ayant pour terrain la montagne à une guérilla urbaine, à mesure qu'ils investissent villes et villages. Le gouvernement, qui rejette toute négociation, a dû, dans un grave aveu de faiblesse, appeler en renfort quelque 5 000 combattants volontaires issus des tribus et autres mercenaires djihadistes. Il envoie depuis Sanaa, la capitale, toujours plus d'armes : avions de combats MiG 29 et Soukhoï, missiles Katioucha...

Cette débauche de violence vise à réduire à néant un groupe qualifié de « terroriste » par le régime, dont l'action s'est le plus souvent bornée à des slogans anti-américains et anti-israéliens, et « *qui ne partage pas grand-chose avec al-Qaïda* », selon Laurent Bonnefoy, doctorant à l'IEP de Paris et spécialiste du Yémen. Pour nombre d'analystes, cette surenchère illustre de manière brutale la dérive sécuritaire d'un régime soumis à de fortes pressions internationales. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, le Yémen s'efforce en effet de donner des gages de bonne volonté à Washington. Ayant fait l'amère expérience de l'isolement international dans les années 1990, après son refus de critiquer l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, le président Ali Abdallah Saleh a retenu la leçon. Ainsi, un bureau du FBI est-il ouvert à Sanaa. En paiement de ces efforts, l'aide américaine, inexistante en 2000, s'élève à 4 millions de dollars dès 2001.

Hussayn al-Houthi, prédicateur zélé, fondateur du parti zaidite al-Haqq et ancien député, a prospéré en dénonçant la posture pro-occidentale de Sanaa, se faisant remarquer par de violentes diatribes – « *Mort à l'Amérique, mort à Israël, gloire à l'islam* » –, reprises à l'envi dans les mosquées du pays. En juin 2004, des policiers sont dépêchés à Saada pour l'arrêter, mais l'opération tourne à l'affrontement armé. C'est le début de la première campagne militaire, qui ne prendra fin qu'avec l'élimination d'Hussayn al-Houthi, en septembre. Pour un temps seulement, car son père, Badr ed-Din, reprend le flambeau, et les hostilités reprennent dès mars 2005.

Évasion et acquittement de djihadistes

La guerre de Saada ne saurait se résumer à un énième conflit entre sunnites et chiites : le président Saleh est zaidite, et donc chiite, au même titre que ceux qu'il combat. Pour justifier son action sur la scène politique intérieure, celui-ci accuse les houthistes de vouloir recréer un État zaidite dans le nord du pays. Autrement dit, de vouloir restaurer l'ancien régime, renversé par un coup d'État militaire, en 1962, qui a abouti à l'avènement de la République. Ce dont al-Houthi, qui a fait allégeance au drapeau national, s'est toujours défendu.

À usage externe, l'empressement du régime à coler à l'agenda sécuritaire américain, dans le cas de l'affaire al-Houthi, ne s'est pas toujours vérifié non plus. Le département d'État américain a ainsi publié le

30 avril un rapport très critique à l'encontre du gouvernement yéménite, soulignant de graves manquements dans la lutte contre le terrorisme. Comme l'évasion spectaculaire d'un quartier pénitentiaire de Sanaa, en février 2006, de 23 individus soupçonnés d'avoir pris part à l'attentat contre le destroyer américain *USS Cole* ; ou l'acquittement, en juillet de la même année, de 19 activistes présumés d'al-Qaïda au motif que « *le djihad n'est pas illégal* » au Yémen.

En réalité, il est sans doute plus aisé pour le président Saleh de s'en prendre à une frange minoritaire – à savoir le zaidisme –, plutôt qu'aux soutiens réels d'al-Qaïda, dans un environnement national et régional sunnite. Il est sûrement « *moins dangereux (pour le gouvernement) de stigmatiser al-Houthi que des individus ou des groupes plus proches de lui* » et politiquement utiles, comme les salafistes, souligne François Burgat, directeur de recherches au CNRS à Aix-en-Provence et ancien directeur du Centre français d'archéologie et de sciences sociales (Cefas) de Sanaa. Le récent accrochage entre des partisans d'al-Houthi et les salafistes de l'institut Dammaj, près de Saada, où un Français a été tué, en serait une illustration. Mohammed Ben Sallam, du *Yemen Times*, indique que quelque 10 000 salafistes seraient actuellement armés et entraînés dans cette optique. Une option risquée...

VALÉRIE SAMSON

(*) Le zaidisme est une secte locale minoritaire, issue du chiisme. L'imamat zaidite à Saada a duré de 897 à 1962.

Victimes indirectes des hostilités, les derniers Juifs yéménites s'accrochent

Évacués des zones de combat au Nord, quelques dizaines de membres d'une communauté multiséculaire sont réfugiés dans la capitale, Sanaa.

De notre envoyée spéciale à Sanaa

TAPIE à l'abri des regards indiscrets derrière ses hauts murs, guettée jour et nuit par des gar-

des en armes, la cité touristique de Sanaa a des airs de camp retranché. Pourtant, passé le poste de contrôle, elle déploie ses allées fleuries menant à de coquettes villas aux tons ocres. Avec sa piscine, sa boîte de nuit, sa salle de sport et ses jacuzzis, le complexe offre un luxe tapageur au regard des critères yéménites. On y croise dans un curieux ballet des militaires occidentaux en costume, les silhouettes fantomatiques

des femmes en burqa, de luxueux 4x4, des Yéménites portant sur leur bedaine la *jambiya*, le poignard traditionnel à lame recourbée et, à la tombée de la nuit, des Occidentaux venus étancher leur soif dans l'un des rares lieux de Sanaa où l'on peut consommer de l'alcool... Depuis peu, la présence de quarante-cinq Juifs originaires du village d'as-Salem, non loin de Saada, dans le nord du pays, ajoute à l'éclectisme ambiant.

Daoud Souleïman, élégant jeune homme d'une trentaine d'années, vêtu à l'occidentale mais avec une kippa sur le sommet du crâne, est l'un d'eux. Il y vit avec sa femme et leur fils. Ses parents sont logés dans un appartement voisin, avec son jeune frère. Il explique, sous l'œil approbateur d'un missi dominici du ministère de l'Information qui assiste à l'entretien, que le président Ali Abdallah Saleh pourvoit à tout : « *Chaque famille juive est nourrie, logée et blanchie aux frais du gouvernement, et chacun de ses membres perçoit chaque mois de l'argent de poche* », explique Daoud.

« **C'est ici que je mourrai** »

Une générosité qui se mesure à l'aune de l'embarras du gouvernement yéménite face à l'affaire des Juifs d'as-Salem. « *Tout a commencé en janvier, explique Daoud, lorsque des hommes en cagoule, des partisans d'al-Houthi, sont venus frapper à nos portes. Ils ont laissé des lettres nous enjoignant de quitter le village sous dix jours.* » Rapidement, la petite communauté trouve refuge dans des hôtels de Saada, à quelques kilomètres de là, avant d'être évacuée par les autorités vers un immeuble gardé par des militaires. La suite de l'histoire est celle d'un emballlement :



Deux des quarante-cinq Juifs du village d'as-Salem, menacés par la rébellion zaidite, qui ont été exfiltrés par le gouvernement yéménite jusqu'à Sanaa, la capitale. Saddam al-Ashmori.

Israël déclare « prendre très au sérieux » les menaces contre les Juifs. Puis le parlementaire américain Gary Ackerman, président de la sous-commission du Moyen-Orient à la Chambre des représentants, demande au président yéménite de s'engager publiquement en faveur de la sécurité de la communauté juive, exigeant « *des actions plus fortes* ». En réponse, l'offensive des troupes gouvernementales contre les partisans d'al-Houthi, qui connaissait un répit depuis plusieurs mois, reprend avec une violence inégalée, et le gouvernement yéménite organise un pont aérien pour exfiltrer les quarante-cinq Juifs d'as-Salem jusqu'à Sanaa, la capitale, à quelque 250 kilomètres au Sud.

Un des chefs de la rébellion zaidite, Abdel-Malek al-Houthi, a depuis confirmé sur la chaîne

satellitaire al-Jezira la réalité de ces menaces. Le *Yemen Times* n'a néanmoins pas manqué de stigmatiser la « *duplicité* » du gouvernement yéménite, qui « *assure la sécurité de ces citoyens juifs, quand les autres sont traités comme du vulgaire feu de bois* ».

Malgré tout, les derniers Juifs du Yémen n'ont pas encore écrit le dernier chapitre d'une exception plus que millénaire : celle du maintien de la seule communauté non musulmane dans la péninsule arabique, en dépit d'un hadith attribué au prophète, décrétant que l'islam devait y être la seule religion. Daoud, pas plus que les autres membres de sa communauté, ne souhaite faire son *aliyah*, la montée vers Israël. Quand on lui pose la question, sa réponse est sans détour : « *C'est ici que je suis né, c'est ici qu'est ma vie, et*

Une communauté de moins en moins nombreuse

II^e siècle : installation des Juifs au Yémen, après la destruction du temple de Jérusalem par les Romains (70 apr. J.-C.)

VI^e siècle : le judaïsme connaît son apogée lorsque le roi Dhu Nuwas l'impose à tout son peuple. L'épisode est de courte durée.

En 628 : conquête islamique.

Au début du XX^e siècle, les Juifs étaient environ 70 000 au Yémen.

De 1949 à 1950, quelque 47 000 d'entre eux gagnent Israël grâce à des ponts aériens. L'opération est baptisée « Tapis volant ».

1992 : Une nouvelle opération, au cours de laquelle Tel-Aviv espérait exfiltrer 1 500 Juifs du Yémen, avorte suite à des révélations de la presse britannique.

2007 : la communauté juive est estimée entre 200 et 600 âmes.

c'est ici que je mourrai... », dit-il avec emphase.

Un journal yéménite affirmait récemment qu'une organisation juive avait offert 150 millions de dollars pour aider les derniers Juifs du Yémen à s'installer en Israël. Daoud confirme avoir été approché, mais refuse d'en dire plus. Il préfère citer l'exemple de son frère et de son oncle, installés dans l'État hébreu depuis douze ans, et qui, dit-il, « *mènent une vie très difficile* ». Il parle également de la situation des femmes, à qui, juge-t-il, « *trop de libertés sont données en Israël* ». Daoud n'ignore sans doute pas que, tout comme les falachas d'Éthiopie, les Juifs du Yémen constituent souvent la frange la plus pauvre de la société israélienne. Juifs au Yémen, ils demeurent des Yéménites en Israël.

V. S.

